

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 AOUT 1925.

Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1919 instituant
l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le 9 mai 1923 nous avons eu l'honneur de vous présenter une proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1919 instituant l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

Cette proposition a été examinée par les Sections le 8 mai 1924. Bien que rejetée dans quatre Sections, il n'est pas sans intérêt de constater que dans l'ensemble des votes elle a réuni 60 adhésions contre 53 suffrages hostiles.

Nous croyons devoir réintroduire cette proposition devenue caduque par la dissolution et nous reproduisons ci-dessous les motifs sur lesquels nous l'avions appuyée, et qui n'ont rien perdu ni de leur force ni de leur actualité :

« MESSIEURS,

» Dans une pensée de justice, de respect de la liberté de conscience, nous avons l'honneur de vous proposer la revision de la loi du 5 septembre 1919, instituant l'Œuvre Nationale de l'Enfance. Tous les enfants, quelles que soient les opinions politiques, philosophiques ou religieuses de leurs parents, ont également droit à la vie, et les Pouvoirs publics leur doivent une égale sollicitude.

» Nous devons reconnaître qu'avant la guerre, notre pays s'était peu préoccupé de la protection de l'enfance. La mortalité infantile était effrayante et en moyenne 15 % des enfants mouraient avant d'avoir un an. Certaines années, cette moyenne atteignait 20 et même 22 % pour les deux Flandres.

» On ne saura jamais combien de ces petits êtres ont été les victimes innocentes de l'inexpérience des mères; combien ont été empoisonnés par l'ingestion de décoctions de pavot que leur donnaient leur nourricier. Des médecins éminents ont démontré que nombre d'adultes traînent une existence lamentable qu'ils sont redevables à l'ignorance de ceux qui n'ont pas pu leur donner, lorsqu'ils étaient enfants, les soins qu'ils auraient dû avoir.

» Certes, les médecins, des philanthropes ont dénoncé le péril. Ils ont fait des

H

efforts surhumains pour remédier à la situation et nous ne saurons jamais leur témoigner assez de reconnaissance, car ils ont sauvé de la mort bien de précieuses existences.

» Mais, il a fallu la guerre pour se rendre compte qu'il était possible de diminuer dans des proportions insoupçonnées la mortalité infantile et c'est pendant cette période qu'on a pu apprécier les services qu'étaient susceptibles de rendre, lorsqu'elles sont organisées sur une vaste échelle et de manière méthodique, les œuvres de consultation de nourrissons, de cantines maternelles, de repas scolaires, de cantines pour enfants débiles et de colonies au grand air. La mortalité infantile, qui, en raison de la précarité des ressources et des difficultés d'alimentation, aurait normalement dû augmenter, était tombée au taux extraordinairement réduit de 5 % pour certaines régions du pays, surtout là où les Œuvres de l'Enfance étaient le mieux organisées. Nulle constatation ne pouvait mieux en démontrer l'efficacité.

» La loi du 5 septembre 1919 instituant l'Œuvre Nationale de l'Enfance a reconnu le caractère d'utilité publique des institutions qui, pendant la période de guerre, avaient rendu d'aussi incontestables services, puisque, sous réserve d'agrément, elle leur assurait les concours financiers indispensables à leur fonctionnement régulier.

» Malheureusement, cette loi ne vise que les œuvres d'initiative privée. Elle n'impose aux pouvoirs publics en matière de protection de l'enfance, aucune obligation autre que celle de participer dans les dépenses des œuvres agréées. Il en résulte forcément que celles-ci n'ont pas pris le développement espéré. Dans la grande majorité des communes, l'initiative privée ne se révèle pas et là où elle voudrait se manifester, elle reste généralement impuissante, car il lui est impossible de réunir seule les fonds nécessaires au premier établissement. A de rares exceptions près et sauf celles qui, malgré leur bonne volonté, sont, faute de locaux, dans l'impossibilité d'aider à l'établissement d'œuvres, les administrations communales se retranchent précisément derrière les dispositions légales qui n'ont pas prévu leur intervention active, pour ne rien faire. Il résulte de cette situation que pour les 2,641 communes du pays, nous ne comptons au 1^{er} janvier 1923 que :

876 consultations de nourrissons et gouttes de lait ;
 588 cantines maternelles ;
 44 cantines pour enfants débiles ;
 61 œuvres de repas scolaires.

» Cette constatation seule suffirait à justifier la révision de la loi du 5 septembre 1919.

» Un autre point qui mérite un sérieux examen, c'est la manière dont l'article 21 de la loi est interprété ou appliqué. Cette disposition stipule que « les autorités protectrices de l'Enfance, instituées en vertu de la présente loi, sont, dans l'exercice des attributions que la dite loi leur confère, tenues de respecter les convictions religieuses et philosophiques des familles auxquelles les enfants appartiennent ».

» Dans l'état actuel des choses, ce respect des convictions religieuses et philo-

sophiques des familles n'est qu'illusoire et tant au Sénat qu'à la Chambre, de nombreux abus ont été signalés.

» Si l'on examine la situation de près, on reconnaîtra sans peine qu'il ne peut en être autrement. En effet :

» Les consultations de nourrissons sont, pour les huit dixièmes, établies dans des locaux dont le caractère religieux ou politique est patent, indiscutable; les neuf dixièmes des membres des Comités dirigeant les œuvres agréées se composent de personnes s'occupant notoirement de politique, et les pouvoirs publics qui, par le concours financier qu'ils doivent leur donner, assurent le fonctionnement des œuvres, ne disposent d'aucun moyen de contrôle.

» D'autre part, les diverses institutions agréées n'ont aucune stabilité, puisque leur existence dépend de l'inscription d'un crédit. La preuve en est que la suppression d'un simple trait de plume, de l'allocation qui figurait au Budget pour les repas scolaires et les cantines pour enfants débiles, met automatiquement toutes ces œuvres dans l'impossibilité de subsister.

» Que demain, sous le même prétexte d'économies à réaliser, on diminue les subsides pour les consultations de nourrissons et les gouttes de lait, immédiatement leur nombre diminuera, mais avec la même rapidité on verra augmenter le taux de la mortalité infantile.

» Peut-on concevoir qu'on nous dise que le maintien du repas scolaire et des cantines pour enfants débiles ne se justifie plus alors que le 15 décembre 1922 la Ligue Nationale belge contre la Tuberculose nous signalait que sur les 26,500 malades fréquentant les dispensaires il y avait 12,900 enfants de moins de 16 ans.

» Tous les sacrifices financiers que nous nous imposons en faveur de l'enfance viendront, si nous avons le courage de les subir pendant quelques années, réduire les lourdes charges des Administrations charitables et celles qui résultent de l'entretien des hôpitaux et sanatoria.

» Mieux vaut prévenir que guérir.

» Au lieu de les détruire, favorisons au contraire leur développement et assurons la stabilité des Œuvres de l'Enfance.

» En ce qui concerne les enfants de moins de 7 ans placés en garde ou en nourrice, la loi n'offre aucune garantie. M. Wets, juge des enfants, a, dans un remarquable rapport, montré combien les dispositions légales sont insuffisantes. En sa séance du 4 novembre 1922, le Conseil supérieur des Œuvres de l'Enfance a décidé de faire, à ce sujet, de nouvelles instances auprès de M. le Ministre de l'Intérieur en vue de voir introduire dans la loi, les sanctions nécessaires pour son application.

» Cette seule question justifierait la révision de la loi du 5 septembre 1919 et nous avons la conviction absolue que la Chambre comprendra la nécessité d'y apporter les modifications que, sans autre souci que celui d'assurer aux enfants une protection réellement efficace, nous avons l'honneur de lui proposer.

» G. MELCKMANS. »

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Proposition de loi modifiant la loi
du 5 septembre 1919, instituant
l'Œuvre Nationale de l'Enfance.**

**Wetsvoorstel tot wijziging der wet van
5 September 1919 houdende instel-
ling van het Nationaal Werk voor
Kinderwelzijn.**

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont
apportées à la loi du 5 septembre 1919 :

ART. 3. — L'Œuvre Nationale de
l'Enfance est subsidiée annuellement
par les Pouvoirs publics. Les crédits
nécessaires au bon fonctionnement des
œuvres agréées par elle seront prévus
aux budgets.

Le contrôle de l'emploi des subsides
alloués par les Pouvoirs publics est
régulé par arrêté royal.

Les règles de répartition des fonds
dont l'Œuvre Nationale disposerait par
dons, legs ou autrement, en faveur des
consultations de nourrissons, des œuvres
de protection de la première enfance et
des cantines scolaires seront égales pour
toutes les œuvres de chacune des caté-
gories fonctionnant sur le territoire de
la même localité et agréées par l'Œuvre
Nationale.

La liste des subsides répartis entre
les diverses œuvres sera publiée annuel-
lement au *Moniteur belge*.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende wijzigingen worden
gebracht in de wet van 5 Septem-
ber 1919 :

ART. 3. — Het Nationaal Werk voor
Kinderwelzijn ontvangt jaarlijks toela-
gen vanwege de Openbare Machten. De
credieten noodig voor den goeden gang
zijner toegelaten werken worden op de
begrotingen uitgetrokken.

Het toezicht op het gebruik der toe-
lagen, door de Openbare Machten ver-
leend, wordt bij Koninklijk besluit
geregeld.

De regelen voor de verdeeling der
gelden, waarover het Nationaal Werk
mocht beschikken door schenkingen,
legaten of anderszins, ten bate van
de consultatie-inrichtingen voor zui-
gelingen, van de instellingen tot be-
scherming der kinderen in jeugdigen
leeftijd en van de schoolmalen, zijn
dezelfde voor al de instellingen van
elke soort, welke binnen dezelfde
gemeente werkzaam zijn en door het
Nationaal Werk zijn toegelaten.

De lijst der toelagen, onder de ver-
scheidene werken verdeeld, wordt elk
jaar in het *Belgisch Staatsblad* bekend-
gemaakt.

ART. 4. — Il est institué un Conseil supérieur des œuvres de l'Enfance qui a pour mission :

1° De diriger et d'administrer l'Œuvre Nationale ;

2° De donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Gouvernement relativement à la protection de l'enfance.

Le Conseil supérieur est composé comme suit :

1° Dix membres nommés par le Roi parmi les personnes s'occupant activement d'œuvres sociales ;

2° De trente délégués nommés par les dix Comités provinciaux des œuvres de l'Enfance. Chacun de ces Comités désignera trois délégués en assurant la représentation des trois grands partis politiques.

Pour pouvoir être nommé ou rester membre du Conseil supérieur, il faut être Belge, être âgé de 21 ans accomplis et jouir des droits civils et politiques.

Le Conseil supérieur est renouvelé tous les quatre ans, dans le courant du mois de janvier. Les membres sortants sont rééligibles.

En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité supérieur, il est pourvu, dans le délai de deux mois, à son remplacement. Le membre ainsi nommé continue le mandat de celui qu'il remplace.

Lorsqu'ils'agit du remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire, les présentations devront être faites dans le mois qui suit le décès ou la démission.

Le Conseil choisit dans son sein son

ART. 4. — Er wordt een Hooge Raad van de werken ten bate van de kinderen ingesteld; hij heeft tot taak :

1° Het Nationaal Werk te besturen en te beheeren;

2° Zijn advies uit te brengen over al de vraagstukken, die hem door de Regeering betreffende de kinderbescherming worden voorgelegd.

De Hooge Raad bestaat uit :

1° Tien leden, door den Koning benoemd onder de personen die zich werkdadig met sociale werken bezighouden;

2° Dertig afgevaardigden benoemd door de tien Provinciale Comiteiten der Werken voor Kinderwelzijn. Elk dezer Comiteiten wijst drie afgevaardigden aan, derwijze dat de drie groote politieke partijen vertegenwoordigd zijn.

Om tot lid van den Hoogen Raad te kunnen benoemd worden of lid daarvan te blijven, moet men Belg zijn, ten volle 21 jaar oud zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten.

De Hooge Raad wordt om de vier jaar vernieuwd, in den loop van de maand Januari. De uittredende leden zijn herkiesbaar.

Bij overlijden of ontslag van een lid van den Hoogen Raad wordt binnen twee maanden in zijne vervanging voorzien. Het aldus benoemde lid vervult verder het mandaat van dien hij vervangt.

Betreft het de vervanging van een overleden of ontslagnemend lid, dan moeten de voordrachten gedaan worden binnen eene maand na het overlijden of het ontslag.

De Raad benoemt onder zijne leden

président, ses deux vice-présidents et son secrétaire général.

ART. 8. — L'Œuvre Nationale de l'Enfance agréera, dans toutes les communes, une ou plusieurs consultations de nourrissons d'institution communale ou autres.

ART. 9. — Pour pouvoir être agréées, les consultations de nourrissons devront réunir les conditions établies par le règlement de l'Œuvre Nationale et notamment :

1^o Assurer, conformément aux instructions données par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, la visite périodique et gratuite, par le médecin désigné par le Comité, de tous les enfants âgés de moins de trois ans dont la famille est affiliée à la consultation;

2^o Organiser une consultation médicale et gratuite pour les futures mères;

3^o Organiser la diffusion des notions essentielles relatives à l'hygiène de la première enfance ainsi que la propagande en faveur de l'allaitement maternel;

4^o Remettre à l'Œuvre Nationale, aux dates fixées par elle, des comptes périodiques de recettes et de dépenses dressés conformément à un modèle arrêté par l'Œuvre Nationale;

5^o Accepter l'inspection du Comité par les délégués désignés par l'Œuvre Nationale;

6^o Accepter la surveillance des enfants placés en nourrice par l'application de l'article 12 de la présente loi;

7^o Être installées dans des immeubles

zijn voorzitter, zijne twee ondervoorzitters en zijn algemeenen schrijver.

ART. 8. — Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn zal, in al de gemeenten, eene of meer gemeentelijke of andere consultatie-inrichtingen voor zuigelingen toelaten.

ART. 9. — Om te kunnen toegelaten worden, moeten de consultatie-inrichtingen voor zuigelingen voldoen aan de vereischen gesteld door het reglement van het Nationaal Werk; zij moeten, namelijk :

1^o Er zorg voor dragen, overeenkomstig de onderrichtingen uitgaande van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, dat al de kinderen beneden drie jaar, wier familie bij de consultatie-inrichting is aangesloten, geregeld en kosteloos worden onderzocht door den geneesheer, dien het Comitéit aanwijst;

2^o Eene geneeskundige en kosteloze consultatie voor zwangere vrouwen tot stand brengen;

3^o De verspreiding der hoofdbegrippen betreffende de gezondheid der jonggeborenen en de propaganda voor de moedervoeding regelen;

4^o Aan het Nationaal Werk, op de door dit Werk bepaalde datums, geregeld de staten van ontvangsten en uitgaven overleggen, opgemaakt naar het model dat het Nationaal Werk vaststelt;

5^o Zich onderwerpen aan het toezicht van het Comitéit door bemiddeling van de afgevaardigden, die het Nationaal Werk aanstelt;

6^o Zich belasten met het toezicht over de kinderen, die bij toepassing van artikel 12 dezer wet als voedsterlingen zijn uitbesteed;

7^o Gevestigd zijn in onroerende goe-

ou partie d'immeuble n'ayant aucune affectation politique ou philosophique. Ces locaux seront, au besoin, mis à la disposition des consultations de nourrissons par les administrations communales, au plus tard trois ans après la promulgation de la présente loi. Les frais d'installation seront éventuellement supportés à concurrence de 50 % par l'État, 25 % par la province et 25 % par la commune.

La disposition reprise sous le n° 7 ci-dessus est également applicable à toutes les œuvres de protection de l'enfance agréées par l'Œuvre Nationale.

Les consultations de nourrissons pourront étendre leur action à plusieurs communes.

ART. 10. — Dans les localités où, trois ans après la mise en vigueur de la présente loi, aucune consultation de nourrissons officielle n'aura été agréée par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, les administrations communales devront en instituer une réunissant les conditions stipulées à l'article 9 de la présente loi, dans le délai qui leur sera imparti par le Comité supérieur. Ce délai ne pourra dépasser un an.

Dans les communes où, à l'expiration du délai ainsi fixé, aucune consultation de nourrissons n'aurait été instituée, l'Œuvre Nationale de l'Enfance en établira une d'office. L'intervention communale, tant dans les frais d'installation que dans les frais de fonctionnement sera, au besoin, inscrite d'office au budget communal d'après les règles déterminées par la loi communale.

deren of gedeelten van een onroerend goed, niet voor politieke of wijsgeerige doeleinden gebruikt. Desnoods zullen die lokalen, uiterlijk drie jaar na de afkondiging dezer wet, door de gemeentebesturen ter beschikking gesteld worden van de consultatie-inrichtingen voor zuigelingen. Desgevallend komen de inrichtingskosten ten laste van den Staat ten beloope van 50 t. h., van de provincie ten beloope van 25 t. h. en van de gemeente ten beloope van 25 t. h.

Vóórmelde bepaling n° 7 is insgelijks van toepassing op al de werken voor kinderbescherming, die door het Nationaal Werk zijn toegelaten.

De consultatie-inrichtingen voor zuigelingen kunnen hunne werking over verscheidene gemeenten uitstrekken.

ART. 10. — In de gemeenten waar, drie jaar na het in werking treden van deze wet, geene officieele consultatie-inrichting voor zuigelingen door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn werd toegelaten, moeten de gemeentebesturen er een tot stand brengen, dat voldoet aan al de vereischten vermeld bij artikel 9 dezer wet, en wel binnen den termijn hun daartoe door het Hooger Comitéit aangeduid. Deze termijn mag niet meer zijn dan een jaar.

In de gemeenten waar, bij het verstrijken van den aldus bepaalden termijn, geen consultatie-inrichting voor zuigelingen zal tot stand gebracht zijn, wordt er van ambtswege eene door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn opgericht. De bijdrage der gemeente zoolwel wat de inrichtingskosten als de kosten van werking betreft, wordt, desnoods van ambtswege op de gemeentebegroting gebracht naar luid van de bepalingen der gemeentewet.

ART. 11. — Les frais de consultations de nourrissons agréées par l'Œuvre Nationale seront supportés à concurrence d'une moitié par l'État, d'un quart par la province et d'un quart par la commune.

ART. 12. — Nul ne peut recevoir en garde ou en nourrice des enfants de moins de 7 ans, sans une autorisation du collège des bourgmestre et échevins. A la demande d'autorisation sera jointe une attestation délivrée par une consultation de nourrissons agréée par l'Œuvre Nationale fonctionnant de préférence sur le territoire de la commune, certifiant que le requérant offre au point de vue moral toutes les garanties désirables; que ni lui, ni les personnes habitant sous son toit sont atteints d'affections ou de maladies transmissibles et que les conditions de logement et d'hygiène sont favorables. Cette attestation mentionnera, en outre, que le requérant a pris l'engagement de se conformer aux indications qui lui seront données par le Comité de consultation de nourrissons dans l'intérêt de la santé et de la moralité des enfants et que ces derniers seront visités, au moins une fois par mois, par le médecin de la consultation.

Il sera tenu, par les soins de l'administration communale, un registre mentionnant les personnes autorisées à prendre en garde ou en nourrice des enfants de moins de 7 ans. Il renseignera, en outre, l'identité complète des enfants placés ainsi que les noms et domicile des parents de ceux-ci.

Toute personne prenant en garde ou

ART. 11. — De kosten der consultatie-inrichtingen voor zuigelingen, door het Nationaal Werk toegelaten, worden gedragen door den Staat voor de helft, door de provincie voor een vierde en door de gemeente voor een vierde.

ART. 12. — Niemand mag, zonder daartoe door het college van burgemeester en schepenen gemachtigd te zijn, kinderen beneden zeven jaar als voedsterlingen of ter bewaring aannemen. Bij de aanvraag tot machtiging moet gevoegd zijn een getuigschrift uitgaande van eene consultatie-inrichting voor zuigelingen, door het Nationaal Werk toegelaten en bij voorkeur binnen de gemeente werkzaam; dit getuigschrift moet bevestigen dat de aanzoeker alle gewenschte waarborgen van zedelijkheid aanbiedt; dat noch hij, noch de bij hem inwonende personen van besmettelijke kwalen of ziekten zijn aangedaan en dat aan de vereischten van huisvesting en hygiène voldaan is. Dit getuigschrift zal daarenboven vermelden dat de aanzoeker zich heeft verbonden tot naleving van de aanwijzingen, hem door het Comité van de consultatie-inrichting voor zuigelingen gegeven in het belang van de gezondheid en de zedelijkheid der kinderen, en dat deze ten minste eens per maand zullen bezocht worden door den geneesheer der consultatie-inrichting.

Door het gemeentebestuur wordt een register gehouden, vermeldende de personen die gemachtigd zijn, kinderen van minder dan zeven jaar ter bewaring of als voedsterling aan te nemen. Daarenboven vermeldt het de volledige identiteit der aldus geplaatste kinderen, alsmede den naam en de woonplaats hunner ouders.

Alwie kinderen van minder dan zeven

en nourrice des enfants de moins de 7 ans sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation sera dénoncée au Procureur du Roi qui provoquera des poursuites conformément aux articles 7, 25 et 38 du Code pénal, et le Juge des enfants prendra les mesures qu'exige l'intérêt des enfants. Appel de la décision du Juge des enfants pourra être interjeté conformément à l'article 32 de la loi du 15 mai 1912.

ART. 13. — Tout parent ou tuteur désirant placer en garde ou en nourrice un enfant de moins de 7 ans devra en obtenir préalablement l'autorisation du collège des bourgmestre et échevins de sa résidence.

A cet effet, il fera connaître par écrit à ce dernier le nom et le domicile de la personne chez qui il se propose de placer l'enfant. Le collège s'assurera si celle-ci figure sur le registre tenu en conformité de l'article 12 de la présente loi. Si le gardien proposé était domicilié dans une autre commune, il prendrait les renseignements nécessaires auprès de l'administration communale intéressée.

L'autorisation de placer un enfant de moins de 7 ans en garde ou en nourrice ne pourra être délivrée qu'à la condition expresse que le nourricier ait satisfait aux prescriptions de l'article 12 ci-dessus.

Tout parent ou tuteur plaçant en garde ou en nourrice un enfant de moins de 7 ans sans avoir obtenu l'autorisation préalable sera dénoncé au Procureur du Roi. Le juge des enfants pren-

jaar ter bewaring of als voedsterling neemt zonder daartoe vooraf machtiging te hebben bekomen, zal bij den Procureur des Konings worden aangeklaagd. Deze lokt tegen hem rechtsvervolging uit naar luid van de artikelen 7, 25 en 38 van het Strafwetboek, en de kinderrechtter treft de maatregelen, welke door het belang der kinderen worden vereischt. Tegen de beslissing van den kinderrechtter kan beroep worden ingesteld overeenkomstig artikel 32 der wet van 15 Mei 1912.

ART. 13. — Wanneer een der ouders of een voogd wenscht een kind van minder dan zeven jaar ter bewaring of als voedsterling te plaatsen, moet hij vooraf de machtiging daartoe bekomen van het college van burgemeester en schepenen zijner verblijfplaats.

Daartoe meldt hij schriftelijk aan gezegd college naam en woonplaats van den persoon, bij wien hij het kind wenscht te plaatsen. Het college vergewist zich of deze voorkomt in het register gehouden overeenkomstig artikel 12 dezer wet. Mocht de voorgestelde bewaarder woonachtig zijn in eene andere gemeente, dan zou het college de noodige inlichtingen vragen aan het betrokken gemeentebestuur.

Machtiging om een kind van minder dan zeven jaar ter bewaring of als voedsterling te plaatsen, wordt slechts verleend onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat de voedstervader voldaan heeft aan de vereischten van bovenstaand artikel 12.

Wanneer een der ouders of een voogd een kind van minder dan zeven jaar ter bewaring of als voedsterling plaatst zonder daartoe vooraf machtiging te hebben bekomen, zal hij bij den Pro-

dra les mesures que commande la sau-
vegarde de l'intérêt de l'enfant.

Appel de la décision du juge des
enfants pourra être interjeté conformé-
ment à l'article 32 de la loi du 15 mai
1912.

En même temps qu'il délivrera, dans
les conditions ci-dessus déterminées,
l'autorisation de placer en garde ou en
nourrice, un enfant de moins de sept ans,
le collège des bourgmestre et échevins
de la résidence des parents ou tuteur,
avisera le président de la consultation
de nourrissons qui a délivré au nourri-
cier l'attestation prescrite par l'arti-
cle 12. Si ce dernier résidait dans une
autre commune, l'information serait
faite à l'intervention du collège des
bourgmestre et échevins de la résidence
du nourricier.

ART. 14. — Dans les communes où
l'opportunité sera démontrée par le fait
que vingt mères ou futures mères le
demandent, l'Œuvre Nationale de l'En-
fance agréera les Comités organisés en
vue de l'alimentation des enfants en bas
âge, des mères nourrices ou des futures
mères, si ces Comités :

1° Remplissent les conditions énu-
mérées sous les numéros 3, 4, 5 et 7
de l'article 9 de la présente loi;

2° Organisent conformément aux
instructions données par l'Œuvre Natio-
nale, la distribution du lait consommé
par les enfants artificiellement alimen-
tés ou soumis au régime de l'alimenta-
tion mixte;

cureur des Konings worden aange-
klaagd. De kinderrechtter treft de maat-
regelen, welke voor de vrijwaring der
belangen van het kind worden ver-
eischt.

Tegen de beslissing van den kinder-
rechtter kan beroep worden ingesteld
overeenkomstig artikel 32 der wet van
15 Mei 1912.

Bij het afleveren, onder de hierboven
bepaalde voorwaarden, van de machti-
ging om een kind van minder dan zeven
jaar ter bewaring of als voedsterling te
plaatsen, verwittigt het college van bur-
gemeester en schepenen der verblijf-
plaats van de ouders of van den voogd
den voorzitter der consultatie-inrichting
voor zuigelingen, dat het, het bij arti-
kel 12 voorgeschreven bewijsschrift aan
den voedstervader heeft afgeleverd. Indien
deze in een andere gemeente zijne ver-
blijfplaats had, zou de kennisgeving
gedaan worden door bemiddeling van het
college van burgemeester en schepenen
der verblijfplaats van den voedstervader.

ART. 14. — In de gemeenten, waar
de gepastheid van den maatregel blijkt
uit het feit, dat twintig moeders of
zwangere vrouwen zulks aanvragen,
laat het Nationaal Werk voor Kinder-
welzijn de Comiteiten toe, die zijn inge-
steld met het doel de voeding der kin-
deren in jeugdigen leeftijd, der moeders-
voedsters of der zwangere vrouwen te
verbeteren, indien die Comiteiten :

1° De bij de nummers 3°, 4°, 5° en 7°
van artikel 9 dezer wet vermelde voor-
waarden vervullen;

2° Zorgen, overeenkomstig de onder-
richtingen uitgaande van het Nationaal
Werk, voor de melkvoorziening der
kinderen, die kunstmatig of door middel
van de gemengde voedingswijze worden
gevoed;

3° Assurent, le cas échéant, la distribution aux mères nourrices, pendant l'allaitement, ou aux futures mères, pendant les quatre mois qui précèdent l'accouchement, d'un repas à consommer sur place; les quantités de ces aliments ou la composition type du repas seront arrêtées par l'Œuvre Nationale de l'Enfance. Celle-ci pourra également autoriser d'autres encouragements pour les mères nourrices et futures mères;

4° Organisent une consultation médicale pour les mères nourrices et les futures mères affiliées au Comité;

5° Organisent des maisons maternelles.

ART. 15. — Si, dans le délai de trois mois qui suit la demande introduite par vingt mères ou futures mères, aucune œuvre officielle réunissant ces conditions n'a pu être agréée par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, l'administration communale devra en instituer une dans le délai qui lui sera imparti par le Comité supérieur. Ce délai ne pourra excéder six mois. Si l'administration communale refuserait ou négligerait de la créer, l'Œuvre Nationale l'établirait d'office. La participation de la commune tant dans les frais d'installation que dans les frais de fonctionnement sera, au besoin, inscrite d'office au budget communal.

ART. 16. — Dans les communes où l'opportunité d'assurer l'organisation de cantines scolaires aura été démontrée par le fait que les chefs de famille ayant

3° Bij voorkomend geval, zorg dragen voor het verschaffen, aan de moedersvoedsters, zoolang zij zoogen, of aan de zwangere vrouwen, gedurende de vier maanden die de bevalling voorafgaan, van een ter plaatse te verbruiken maal; de hoeveelheden dier voedingsstoffen of de type-spijskaart van het maal worden door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn vastgesteld. Dit Werk kan ook toelaten dat de moedersvoedsters en zwangere vrouwen op andere wijzen aangemoedigd worden;

4° Het verschaffen van geneeskundigen raad aan de bij het Comité aangesloten moedersvoedsters en zwangere vrouwen regelen;

5° Tehuizen voor moeders inrichten.

ART. 15. — Indien, binnen den termijn van drie maanden na het indienen der aanvraag door twintig moeders of zwangere vrouwen, geen enkel officieel werk, aan deze vereischten voldoende, door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn kon toegelaten worden, moet het gemeentebestuur er een oprichten binnen den termijn die daartoe door het Hooger Comité wordt vastgesteld. Die termijn mag niet zes maanden overschrijden. Indien het gemeentebestuur de oprichting weigerde of verwaarloosde te doen, belast het Nationaal Werk er zich van ambtswege mede. De geldelijke tegemoetkoming der gemeente, zoowel wat de inrichting en de werking betreft, wordt, zoo noodig, van ambtswege op de gemeentebegroting gebracht.

ART. 16. — In de gemeenten, waar de gepastheid van schoolmalen is gebleken uit het feit, dat gezinshoofden, hebbende te zamen twintig schoolplicht-

ensemble vingt enfants en âge scolaire le demandent, les administrations communales constitueront des Comités de repas scolaires.

Ces Comités seront chargés :

1° D'assurer la distribution du repas dont la composition sera arrêtée par l'Œuvre Nationale ;

2° D'accepter de se conformer aux prescriptions des alinéas 4 et 5 de l'article 9 de la présente loi ;

3° D'accorder une alimentation spéciale aux enfants débiles.

Les attributions du Comité comprennent la direction de tous les services d'achat de matières premières, la préparation des repas et la distribution séparée entre les diverses écoles de la localité.

ART. 17. — Les frais d'installation et les frais de fonctionnement des services de l'alimentation de l'enfance prévus aux articles 14, 15 et 16 de la présente loi seront supportés à concurrence de la moitié par l'État, d'un quart par la province et d'un quart par la commune. Les plans et cahiers des charges relatifs aux travaux d'installation devront être soumis à l'approbation du Gouvernement.

ART. 22. — Les actes et pièces généralement quelconques relatifs à l'exécution du présent règlement organique de l'Œuvre Nationale, tous actes, certificats, copies et expéditions délivrés à cette œuvre, les autorisations prévues à l'article 12 ci-avant, les écritures des Comités de consultations de nourrissons et des Comités des repas scolaires sont exempts des droits de timbre et de greffe ; ils sont enregistrés gratis lors-

tige kinderen, zulks aanvragen, richten de gemeentebesturen Comiteiten voor schoolmalen op.

Deze Comiteiten zijn gelast :

1° Te zorgen voor het verschaffen van het maal, waarvan de samenstelling door het Nationaal Werk wordt vastgesteld ;

2° De voorschriften van de alinea's 4 en 5 van artikel 9 dezer wet na te leven ;

3° Eene bijzondere voeding aan de zwakke kinderen te verschaffen.

Tot de bevoegdheden van het Comité behooren het bestuur van al de diensten voor aankoop van grondstoffen, de bereiding der malen en de afzonderlijke verdeling onder de verscheidene scholen der gemeente.

ART. 17. — De kosten van inrichting en van werking der diensten voor kindervoeding, voorzien bij de artikelen 14, 15 en 16 dezer wet, worden gedragen door den Staat voor de helft, door de provincie voor een vierde en door de gemeente voor een vierde. De plans en lastkohieren betreffende de inrichtingswerken moeten aan de goedkeuring van de Regeering onderworpen worden.

ART. 22. — Alle akten en stukken hoe ook genaamd, betreffende de uitvoering van het organiek reglement van het Nationaal Werk, alle akten, bewijschriften, kopiën en afschriften afgeleverd aan dit werk, de machtigingen voorzien bij bovenstaand artikel 12, de geschriften van de Comiteiten der consultatie-inrichtingen voor zuigelingen en van de schoolmaal-comiteiten zijn van de zegel- en griffierechten vrij-

qu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Les acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux, faites par l'établissement, sont, au point de vue de la perception des droits d'enregistrement, de transcription et de succession, soumises au régime établi pour les acquisitions de même nature faites par les bureaux de bienfaisance.

Sont exemptes du droit de timbre, les affiches de l'Œuvre Nationale et des œuvres agréées par elle; ces affiches pourront être imprimées en caractères noirs sur papier blanc.

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à la même loi :

ART. 20^{bis}. — Les œuvres d'initiative privée agréées par l'Œuvre Nationale de l'Enfance seront, dans chaque commune, placées sous le contrôle d'un Comité de sept membres désignés par les Conseils communaux, suivant le système de la représentation proportionnelle, d'un délégué de l'État et d'un délégué de la province.

La durée du mandat est fixée à trois ans.

Les membres sortants sont rééligibles. Le membre nommé en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire continue le mandat de celui qu'il remplace.

Les fonctions sont essentiellement gratuites.

Ce Comité aura un droit de contrôle absolu sur les œuvres privées agréées tant en ce qui concerne leur administration proprement dite que de l'appli-

gesteld; zij worden kosteloos geregistreerd, wanneer tot de registratie dient te worden overgegaan.

Op de verkrijgingen ten kosteloozen of ten bezwarenden titel, door de instelling gedaan, zijn van toepassing, voor de heffing der registratie-, overschrijvings- en successierechten, dezelfde regelen als die bepaald voor de verkrijgingen van gelijken aard gedaan door de weldadigheidsbureelen.

De plakbrieven van het Nationaal Werk en van de door haar toegelaten werken zijn van het zegelrecht vrijgesteld; deze plakbrieven mogen in zwarte letter op wit papier worden gedrukt.

ART. 2.

Aan dezelfde wet wordt de volgende bepaling toegevoegd :

ART. 20^{bis}. — De werken, door priyaat initiatief opgericht en door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn toegelaten, worden, in elke gemeente, onder het toezicht geplaatst van een Comiteit van zeven leden, door de gemeenteraden aangeduid naar het stelsel der evenredige vertegenwoordiging, een afgevaardigde van den Staat en een van de provincie.

De duur van het mandaat is bepaald op drie jaar.

De uittredende leden zijn herkiesbaar. Het lid benoemd tot vervanging van een overleden of ontslagnemend lid, vervult verder dezes mandaat.

Aan deze ambten is niet de minste bezoldiging gehecht.

Dit Comiteit heeft een onbeperkt recht van controle over de toegelaten private werken, zoowel wat hun eigenlijk gezegd beheer betreft als voor de toe-

cation et de l'exécution par elles des dispositions faisant l'objet de la présente loi. Un arrêté royal déterminera exactement ses attributions.

Les œuvres créées par les administrations communales en exécution des articles 10, 15, 16 ci-dessus seront directement administrées par ce Comité.

passing en de uitvoering, van hunnentwege, van de bepalingen dezer wet. Een Koninklijk besluit omschrijft nauwkeurig zijne bevoegdheden.

De werken, door de gemeentebesturen tot stand gebracht ter uitvoering van bovenstaande artikelen 10, 15 en 16, worden rechtstreeks door dit Comitéit bestuurd.

G. MELCKMANS.

H. DIERKENS.

ÉMILE CARLIER.

F. GALOPIN.

R. VERCAMMEN.

FD. ELBERS.
